

Conclusion

En regard de ses ambitions initiales et des efforts considérables qu'il a nécessité aussi bien en termes techniques qu'économiques, le bilan de l'énorme programme nucléaire français développé entre 1975 et 2000 est particulièrement décevant. La proclamation toujours présente de « l'indépendance énergétique de la France » ne résiste pas à l'examen puisque la consommation de pétrole par habitant de la France est en 2007 supérieure à celle de ses grands voisins, que la contribution du nucléaire à la consommation finale n'y est que de 14 %, alors que les produits pétroliers en représentent 49 %.

Certes l'apport du nucléaire permet réduire la dépendance de la France par rapport au gaz ou au charbon, mais la dépendance pétrolière est de loin le facteur le plus contraignant pour la sécurité énergétique. De plus, avec une production d'électricité à 80 % d'origine nucléaire et basée sur une seule technique, les réacteurs PWR, le système électrique français s'est créé une nouvelle vulnérabilité.

En termes économiques globaux, le « tout électrique – tout nucléaire » qui a été la base de la politique énergétique française des trois dernières décennies et qui continue de l'être contre toute rationalité économique et énergétique avec le programme de construction du réacteur EPR n'a pas apporté un avantage particulier à la France, par rapport à l'Allemagne par exemple. La monoculture nucléaire a entraîné au contraire un retard considérable sur le développement des énergies renouvelables et freiné les efforts d'économies d'énergie, notamment sur l'électricité.

Face aux conséquences de l'augmentation des gaz à effet de serre, le nucléaire est présenté comme une solution qui s'impose puisqu'il émet effectivement beaucoup moins de CO₂ que la combustion de pétrole, de gaz ou de charbon. Mais à y regarder de plus près, ce remède miracle n'en n'est pas un. Il est exact que la production d'électricité d'origine nucléaire contribue à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Mais même dans le cas extrême de la France, cette réduction peut être estimée à 15 à 20 % maximum des émissions totales, ce qui n'est pas négligeable mais doit être mis en balance vis-à-vis de l'ensemble des risques et des pollutions que présente l'ensemble des installations complexes et dangereuses du système nucléaire de centrales, des usines du combustible, des transports de matières radioactives, actuellement et dans la durée (démantèlement des installations, gestion des déchets radioactifs).

Le nucléaire est susceptible de générer des accidents graves pouvant affecter durablement de larges territoires. La gestion des déchets à vie longue n'a pas trouvé de solution satisfaisante. Enfin la prolifération reste un risque majeur pour la sécurité du monde et il est faux d'affirmer qu'on peut doter un pays de centrales civiles sans que ne soit possible un usage militaire.

De plus, le nucléaire ne peut participer qu'à la production d'électricité, qui (toutes sources confondues) ne représente que 20 % environ de la consommation d'énergie finale d'un pays développé. Le reste, c'est le pétrole brûlé dans les voitures et les camions, le

fuel ou le gaz pour chauffer les bâtiments et assurer la production industrielle mais aussi la biomasse et l'énergie solaire (l'hydraulique et l'éolien produisant de l'électricité).

L'indispensable lutte contre les émissions de gaz à effet de serre passe donc d'abord par une politique d'économie et de recherche d'une plus grande efficacité énergétique. Elle passe ensuite par un plus grand recours aux énergies renouvelables.

La poursuite des tendances actuelles de la consommation d'énergie au niveau mondial se heurte à des contraintes insurmontables et conduit à l'impasse du développement, accentue les inégalités entre pays riches et pays pauvres et contribue à la fracture sociale. Le développement économique et social ne peut être que freiné, voire rendu impossible, par l'insécurité énergétique (approvisionnement physique versus contraintes géopolitiques, augmentation des prix, raréfaction des ressources à moyen terme, risques technologiques et d'agressions extérieures de toutes natures), la dégradation de l'environnement local (pollutions, accidents) et global (changement climatique). La montée des prix du pétrole ruine d'ores et déjà les économies les plus fragiles. Les scénarios de prospective énergétique « laisser faire » (business as usual) mettent d'ailleurs clairement en évidence l'impasse politique, économique et environnementale à laquelle ils conduisent.

La sécurité énergétique et les contraintes environnementales sont un défi considérable pour le développement économique et social à l'échelle de la planète. La maîtrise des consommations d'énergie arrive au premier rang des politiques qu'il faut rapidement mettre en œuvre parce que c'est elle qui possède le plus grand potentiel, qu'elle est applicable dans tous les secteurs et dans tous les pays, qu'elle est le meilleur instrument de la lutte contre le changement climatique, enfin qu'elle permet de ralentir l'épuisement des ressources fossiles et d'assurer qu'une part croissante de la consommation d'énergie soit assurée par les énergies renouvelables. Elle constitue en outre un facteur de développement économique par la diminution des dépenses énergétiques et aussi par la création de nouvelles activités et d'emploi. C'est un impératif de premier ordre des politiques énergétiques et économiques.

Ce changement profond de paradigme énergétique qui substitue à la priorité de l'offre la priorité de la demande modifie profondément les rapports du

citoyen aux systèmes énergétiques. La satisfaction d'un « service énergétique » à la place d'une « fourniture d'énergie » place au premier rang des acteurs nouveaux : entreprises, collectivités, ménages, professionnels du bâtiment, des transports, de la production industrielle ou agricole et du secteur tertiaire. Les villes et les collectivités territoriales deviennent des animateurs et des promoteurs essentiels de ces nouvelles politiques.

S'ils appliquent une telle stratégie, les pays industrialisés peuvent réduire leur consommation d'énergie dans des proportions notables. Les pays en développement ont besoin d'augmenter la leur, mais ils peuvent le faire avec des taux de croissance bien inférieurs à ceux que les pays riches ont connu dans le passé avec les dégâts que l'on connaît.

Pour la plupart des pays, y compris des grands producteurs d'énergie, la maîtrise des consommations d'énergie est la première ressource énergétique nationale pour les prochaines décennies.

L'Europe peut jouer un rôle leader dans la promotion d'une telle politique : tant sa sécurité énergétique que la lutte contre le changement climatique l'y engagent. Les décisions de mars 2007 du Sommet européen sur les « trois 20 % » (efficacité énergétique, énergies renouvelables, émissions de gaz à effet de serre), comme le « Paquet Énergie » présenté par la Commission européenne au niveau de constituent un signal encourageant pour l'Union Européenne. Il reste que le « partage des efforts » entre les États membres reste à faire et constituera la pierre de touche de la volonté politique de chacun.

Dans un tel contexte, au regard des enjeux du risque climatique, de la sécurité énergétique et du développement économique et social, l'apport réel du nucléaire resterait marginal pour l'Europe. Par contre, les risques tant physiques que géopolitiques que comporterait un développement de cette technologie dans son état actuel sont tels que la balance « inconvénients versus avantages » penche très nettement en défaveur de ce développement.

De plus, le nucléaire impose une centralisation massive du système énergétique, basée sur des unités de grande puissance, alors que le progrès technologique porte de façon croissante sur un système énergétique basé sur les actions et les initiatives décentralisées, dans les domaines de l'efficacité énergétique, des énergies renouvelables et des productions combinées de chaleur, de froid et d'électricité.